



**La légitimation démocratique du pouvoir
à Madagascar**

OLIVIA RAJERISON

Octobre 2013



Sommaire

Introduction	
I. La légitimation du pouvoir à Madagascar	2
I.1 Les sources de légitimation du pouvoir politique de Weber et leur transposition sous l'angle de Madagascar	3
1. La tradition	3
2. Le charisme	4
3. Le pouvoir légal ou rationnel	5
I.2 Une approche triangulaire de la légitimité du pouvoir	6
1. La légitimité de l'Etat : la question de l'ethnicité à Madagascar	6
2. La légitimité du régime : la démocratie jugée non contraire aux valeurs malgaches	7
3. La légitimité des dirigeants : gare aux abus et au pacte des Elites dirigeantes	8
II. Consolidation de la démocratie : comment refonder la légitimité du pouvoir ?	9
II.1 Refonder la légitimité de l'Etat	9
1. La légitimité par les procédures	9
2. La légitimité par les résultats	10
3. La légitimité par les les croyances partagées	11
4. La légitimité internationale	12
II.2. Refonder la légitimité de la démocratie	12
1. Les élections : le vote comme source de légitimité démocratique	12
2. Réinstaurer la confiance aux institutions	13
II.3 Redorer le blason des dirigeants	14
1. Restructuration de l'arène politique	14
2. Les instruments de légitimation aux mains de l'homme politique malgache	15
Conclusions	17
Bibliographie et webographie	
Publications des sortants Y L T P et R J T	



Introduction

Depuis son indépendance, Madagascar a subi de nombreuses crises politiques cycliques qui ont grandement contribué à la dégradation de sa situation socio-économique. Les mouvements populaires de 1972, 1991, 2002 et 2009 qui ont conduit au départ du Chef de l'Etat ont chacun ébranlé le système socio-économique malgache. Toutefois, la dernière grande crise de 2009 a mis le pays à genoux jusqu'à en faire le plus pauvre du monde depuis 2011 selon la Banque Mondiale. Les inégalités sociales n'ont jamais été aussi prononcées. Une grande partie des Malgaches a perdu confiance envers les institutions. Un sondage politique mené à Antananarivo en août 2013 a montré que 61,2% des enquêtés n'ont aucune confiance aux partis politiques et que 25,3% disent ne pas leur faire assez confiance.

En cette fin d'année 2013, après presque cinq années de transition et de recherches stériles de consensus, beaucoup placent leurs espoirs dans les élections pour sortir de cette crise. Celles-ci représentent en tout cas selon spécialistes « la moins pire des solutions » pour sortir la Grande Ile de l'impasse dans laquelle elle se trouve. Les élections permettront en effet de mettre légalement en place de nouveaux leaders politiques qui auront à exercer le pouvoir à leurs niveaux respectifs. Cela pourrait constituer un nouveau pas vers la démocratisation de Madagascar ou vers la consolidation de celle-ci selon les points de vue.

D'emblée, une question se pose alors. Ces élections légitimeront-elles réellement le pouvoir à Madagascar? En d'autres termes, suffit-il d'élections pour sortir de cette crise de légitimité? N'oublions pas que Madagascar a connu des crises post-électorales! Si oui, à quelles conditions? Dans les régimes démocratiques, l'exercice du pouvoir se légitime par le fait-même de l'élection¹. Légitimité et légalité, c'est-à-dire la désignation des dirigeants selon les règles, ne devraient donc faire qu'un. Et

¹ S.Bellina, D. Darbon, S.S.Eriksen, O.J. Sending, *L'Etat en quête de légitimité : Sortir collectivement des situations de fragilité*, Editions Charles Léopold Mayer, Paris, 2010

pourtant, légitimité et légalité, deux notions qui ont bien leur différence, ne vont pas toujours de pair. La question de légitimité ne saurait se limiter aux élections.

Même dans les pays déjà avancés en matière démocratique, les dirigeants politiques élus n'ont pas toujours la confiance de leurs concitoyens, et l'Etat perd également parfois de sa crédibilité. Dans les pays où la démocratie, simple plagiat des démocraties occidentales, a juste été transposée sur la société mais n'émane pas d'elle, le problème de légitimité du pouvoir se pose de manière bien plus cruciale. Et tant que la question des fondements de la légitimité du pouvoir ne sera pas résolue, Madagascar sera toujours le théâtre d'une instabilité politique.

L'objet central de cette étude est donc d'analyser les sources de légitimation du pouvoir à Madagascar afin de pouvoir avancer dans la consolidation de la démocratie.

I. La légitimation du pouvoir à Madagascar

« C'est seulement si le Pouvoir d'Etat est respecté que la société peut s'organiser autour d'un point unanimement reconnu, et donc avancer, se structurer. » Max Weber

Légitimation, légitimité, légitime, ces trois mots font référence à la loi. Le premier indique le processus, le second l'état et le dernier qualifie un individu, une idée, une pensée, une œuvre ou une action². La légitimité politique est, selon le Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques, « la qualité du pouvoir dont l'acceptation se fonde non sur la coercition comme ressource première, mais sur le consentement réputé libre de la population qui s'y trouve soumise »³. La légitimité est ainsi l'adhésion de la population et de

² Louis Moreau de Bellaing, *La légitimation, approche psychanalytique, sociologique et anthropologique*, L'Harmattan, 1997

³ G. HERMET, B.BADIE, P. BIRNAUM, P. BRAUD, *Dictionnaire de la science politique et des institutions*, 3^{ème} édition, Paris, Armand Colin, 1998, p.140



la société au système de gouvernement en place dans le pays. Selon Pierre Calame⁴, elle renvoie à la croyance et au sentiment du peuple que le pouvoir politique est exercé par les bonnes personnes, selon de bonnes pratiques et dans l'intérêt commun. Plusieurs théories et études ont été élaborées sur la légitimité. Nous retiendrons parmi elles celle de Weber dont l'analyse est toujours aussi pertinente, en particulier pour analyser les facteurs de légitimation du pouvoir à Madagascar.

I.1. Les sources de légitimation du pouvoir politique de Weber et leur transposition sous l'angle de Madagascar

Max Weber distingue historiquement dans *Le Savant et le politique* trois sources de légitimation du pouvoir : la tradition, le charisme et le pouvoir légal ou rationnel. Ces trois sources se retrouvent dans toutes les sociétés sous une forme ou une autre, peuvent se succéder ou se combiner. Aucun facteur pour Weber n'est plus valable qu'un autre.

1. La tradition

La légitimité traditionnelle selon Weber

La légitimité traditionnelle se fonde sur l'obligation des coutumes et des traditions. Dans une société traditionnelle, il y a confusion des pouvoirs sociaux et politiques. Le roi, le chef, le leader incarne le pouvoir politique, judiciaire et législatif. Elle repose sur l'obéissance à ces traditions. Ce type de légitimité fait la prépondérance de la gérontocratie ou de l'hérédité du pouvoir. Le changement s'avère difficile pour le cas de la légitimité traditionnelle du fait de ces traditions qui possèdent souvent (selon les croyances du peuple) un aspect spirituel. Cela fait que le chef détient très souvent le pouvoir absolu, surtout pour la continuité du maintien de ce pouvoir par sa lignée ou ceux qui lui sont proches. La religion vient aussi appuyer l'autorité de la tradition. Elle confère un caractère sacré au pouvoir : porter atteinte à la tradition, c'est porter atteinte à un ordre sacré, et attenter à la personne du chef ou du souverain constitue un blasphème. Le souverain traditionnel incarne ainsi le pouvoir

divin : le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel se confondent.

La légitimité traditionnelle encore très prépondérante comme légitimation du pouvoir à Madagascar

A Madagascar, du temps des *Ntaolo*⁵, la gérontocratie a été le mode de pouvoir du peuple malgache. Les aînés concoctaient, organisaient, dirigeaient et la plèbe réalisait. La peur du *Zanahary*, le respect des *raiamandreny* et des aînés (*zokiolona*), l'entraide et surtout le *Fihavanana* telles étaient les lois fondamentales et légitimes qui géraient la communauté malgache.

Le clan ou *foko*, circonscrit dans un territoire appelé *fokontany*, et dont le *fokonolona* constituait l'ensemble de la communauté était issu d'une même lignée, d'un même *raza* ou ancêtre. Les décisions étaient alors prises par *marimaritra iraisana* ou consensus à l'issue de débats où seuls étaient admis les *raiamandreny*. Ces derniers exerçaient une autorité non seulement d'ordre temporel mais aussi spirituel car ils représentaient le lien de la communauté avec les ancêtres, les *razana* eux-mêmes intermédiaires entre les mortels et Dieu ou *zanahary*.

Comme dans toute communauté, celle des Malgaches n'était pas statique. Partant des liens de parenté et des clans, la gérontocratie laissa la place à la féodalité. Ce qui modifia énormément la structure politique des *Ntaolo*. Le pouvoir était détenu par les monarques. Chaque fief avait son roi. Et la division en classes se fit jour entre les *andriana*, les *hova* et les *andevo*. Pour asseoir leur pouvoir, les rois ont instrumentalisé les concepts de *raiamandreny* et de *fihavanana*. En effet, malgré leur perte de pouvoir au profit des rois, les *raiamandreny* n'ont pas pour autant perdu leur légitimité et influence. Le pouvoir royal a ainsi été légitimé par le biais des croyances et rites des anciens, l'illustration en est la reprise du culte des ancêtres mué progressivement en culte des reliques des ancêtres royaux. Le même procédé sera utilisé par les souverains merina puis les colonisateurs pour fonder leur pouvoir, même si cela s'est fait de manière différente.

Après l'Indépendance, les dirigeants successifs,

⁴ In Préface, S.Bellina, D. Darbon, S.S.Eriksen, O.J. Sending, *L'Etat en quête de légitimité : Sortir collectivement des situations de fragilité*, Editions Charles Léopold Mayer, Paris, 2010

⁵ L'étymologie du mot *Ntaolo* serait «tau»-«ulu» (les « hommes premiers » car tau signifierait « hommes » et ulu : «tête» en proto-Malayano-Polynésien)



quels que soient les échelons, se sont tous appropriés le titre de *raiamandreny*. Cette position de *raiamandreny* s'est étendue à ceux qui détiennent l'expérience, l'âge, la fortune, un titre ou une fonction d'influence leur conférant autorité et leur permettant de prodiguer services, conseils et divers aides. Ceux qui en bénéficient ou tout simplement les admirent leur témoignent soumission, loyauté ou allégeance et se positionnent vis-à-vis d'eux comme enfants. Dans l'inconscient, cette loyauté et cette allégeance revêtent un caractère presque sacré, comme en témoignent la nostalgie des partisans de *deba*, ou la quasi-vénération des *Zanak'i Dada*⁶, le transfert et l'extension de la loyauté à *Neny*⁷...

2. Le charisme

La légitimité charismatique

La légitimité charismatique est acquise par la « grâce ». A l'origine, le charisme était en effet religieux et provenait du pouvoir extraordinaire que Dieu octroyait à un élu. Dans la sphère politique, il est resté l'idée que des « meneurs », certains hommes, sont destinés à être des héros de l'Histoire. Les qualités extraordinaires d'un individu dans une société ou une communauté, le rayonnement de sa personnalité lui permettent entre autres d'exercer un pouvoir d'attraction considérable sur les foules. La reconnaissance du gouverné des qualités supérieures du gouvernant est le principal facteur de la légitimité de son pouvoir. Dans l'esprit collectif, le pouvoir d'un être exceptionnel devient légitime quand il a endossé, à la suite par exemple d'événements forts, un rôle de « chef », « sauveur », « guide suprême », *conductor*, ou *fuhrer*. Le peuple sent en lui un appel du destin, une vocation à prendre les rênes du pouvoir pour construire un avenir meilleur.

Cette forme de pouvoir s'est toujours retrouvée à n'importe quelle époque et sous tout type de régime. L'Histoire regorge de chefs charismatiques : César, Pompée, Staline, Hitler, Churchill, Mao Tse Toung, Che Guevara, Castro, De Gaulle, pour ne citer que ceux-là. La légitimité charismatique permet de gagner le pouvoir en bouleversant les coutumes, traditions et lois. Dans ce sens, il apparaît comme

révolutionnaire. Il est le plus fragile des trois types de légitimité de Weber car il dépend fortement des événements. C'est une légitimité dont la stabilité est faible et qui va devoir s'intégrer à l'un ou l'autre des autres types de légitimité. C'est ce que Weber désigne par « routinisation du charisme ».

La légitimité charismatique à Madagascar : la cristallisation des espoirs autour d'une personnalité

La légitimité charismatique a été vue dans toutes les sortes de sociétés qu'elles soient féodales ou contemporaines. A Madagascar, où l'émotionnel et l'irrationnel prennent souvent le dessus sur le rationnel et où la plus grande part de la population ne dispose pas de culture politique et n'a pas eu d'accès à une éducation de qualité voire d'éducation tout court, le charisme d'un individu lui permet très facilement d'acquérir le pouvoir. De nombreux politiciens malgaches ont ainsi misé sur leur personnalité, et des qualités qui paraissaient salvatrices à un moment donné et les faisant apparaître comme l'« homme de la situation », celui qui allait « redresser » le pays ou y amener un renouveau.

Dans l'histoire récente du pays, en 2002, Marc Ravalomanana, passé de vendeur de yaourt familial ambulante à celui de chef d'une des entreprises les plus florissantes du pays, faisait figure d'*homo novus*. Son aura de self-made-man, son physique plutôt avantageux, son appartenance ethnique et sociale, conciliés avec les bons auspices des Eglises regroupées dans le FFKM, le font apparaître comme l'homme providentiel qui allait amener la prospérité à Madagascar.

Mais comme Weber l'a indiqué, la légitimité charismatique est la plus instable, la plus fragile. Faisant progressivement figure d'accapareur et de « pieuvre tentaculaire », Marc Ravalomanana perdra le pouvoir en 2009 suite à un mouvement populaire qui lui fera transmettre le pouvoir à un Directoire militaire qui va lui-même le conférer au maire de la capitale, alors chef de l'opposition. Une nouvelle figure emblématique, Andry Rajoelina, émerge. Didier Galibert⁸ parle de la « pérennité de la quête d'un nouveau demiurge » et explique que « par son extrême jeunesse, son rejet virulent et ludique de

⁶ Littéralement « Les enfants de Papa ». Désigne les partisans de Marc Ravalomanana

⁷ Littéralement « Maman ». Désigne Lalao Ravalomanana

⁸ Didier GALIBERT, *Mobilisation populaire et répression à Madagascar*, in *Politique africaine* n°113, mars 2009



l'autorité instituée et ses initiatives brouillonnes, Andry Rajoelina fait figure de tribun à l'usage d'une population désespérée et à bout de forces ».

Pour accroître son charisme et appuyer sa légitimité, le politicien fait parfois appel à ses origines personnelles ou ses qualifications, ses diplômes (amiral, chirurgien-professeur, opérateur économique, etc.), rappelle ses titres honorifiques (père de l'indépendance, de la démocratie, du socialisme,...). Il essaie de se démarquer sur le port physique par le port d'un objet symbolique ou d'une tenue particulière (*canne, bâton, satroka penjy, tenue militaire, lamba landy, ...*). Il se crée des slogans et des chansons personnalisées (*pisodia zahay, boky mena, asa fa tsy kabary, aza matahotra minoa fotsiny ihany, ...*)

Jean Racine affirmait à juste titre - en tout cas en ce qui concerne Madagascar - que « la raison n'agit point sur une populace ». L'électeur vote davantage en fonction de la personne du candidat que de ses idées ou de son programme, si programme il y a ! Le culte de la personnalité est alors très largement utilisé par les politiques pour asseoir leur pouvoir. En général, le parti politique à Madagascar se crée pour et autour d'un leader charismatique et non à partir d'une vision et d'une idéologie. Cela se traduit ensuite par le culte du fondateur avec pour conséquence l'inamovibilité des dirigeants.

3. Le pouvoir légal ou rationnel

La légitimité légale ou rationnelle selon Weber

La légitimité légale se maintient à partir des réglementations et des lois en vigueur qui sont impersonnelles. C'est l'unique facteur de légitimation qui peut être accepté de manière rationnelle. Les réglementations et lois organisent le fonctionnement du pouvoir politique du pays, fonctionnement assuré par le jeu des institutions. Le citoyen se soumet aux lois qu'il considère comme valides pour tous. Ce type de légitimation suppose de manière implicite un contrat social. La partialité de ces lois peut entraîner l'absolutisme des élus détenteurs du pouvoir ou du pouvoir de l'Etat lui-même. Toutefois, les individus élus par le peuple et qui représentent l'autorité légale reçoivent le pouvoir de par leur fonction et non par leur personnalité. Quand ils reçoivent une partie du pouvoir politique leur autorité devient automatiquement légitime.

L'organisation - qui prime - réduit l'importance des liens d'amitié, de parenté, etc. L'Etat détient selon Weber le monopole de la violence légitime, mais celle-ci se justifie si elle est exercée, par le respect du droit. Le pouvoir politique qui est à la base de l'Etat moderne, est un pouvoir de droit. Pour éviter l'absolutisme et la corruption, la séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) est le remède. L'exécutif n'est pas le propriétaire du pouvoir, il n'en est que le dépositaire. Dans cette optique, comme le dit J.J. Rousseau, le politique n'est qu'un ministre du peuple.

La légitimité rationnelle à Madagascar : une légitimité en crise

Le concept de légitimité rationnelle fait référence à un Etat moderne, un Etat de droit, *tany tan-dalàna*, dans lequel Lois et règlements doivent être respectés par tous, citoyens comme dirigeants. La Constitution, texte fondamental de l'Etat qui a été copié sur des modèles étrangers, édicte dans son article premier que la « démocratie et le principe de l'Etat de droit constituent le fondement de la République ». En théorie, elle prône un régime semi-présidentiel alors qu'en pratique, elle laisse la porte ouverte au présidentielisme. La séparation des pouvoirs n'est pas effective, particulièrement entre la fonction exécutive et la fonction juridictionnelle qui dépend de la première et en attend les directives.

Les différents Présidents de la République qui se sont succédés se sont accaparé le pouvoir et n'ont eu de cesse que de changer ou amender la Constitution à leur convenance pour consolider leur pouvoir et/ou exclure leurs ennemis politiques⁹. La Banque Mondiale note que « La constitution est un instrument politique du Président plutôt qu'une règle régissant l'équilibre des pouvoirs. Chaque président, dans l'histoire postcoloniale du pays, a modifié la Constitution au gré des ses besoins. La plupart des réformes de la gouvernance, notamment au cours de cette décennie, ont en définitive renforcé le pouvoir présidentiel. »¹⁰ L'élaboration

⁹ Citons entre autres dans l'histoire constitutionnelle malgache l'adoption de la Constitution de la IIème République en 1975 par Didier Ratsiraka, ensuite celle de la IIIème République sous Zafy Albert en 1992, puis les « révisions constitutionnelles » initiées en 1993 par ce dernier encore, en 1998 par Didier Ratsiraka, en 2007 puis en 2009 par Marc Ravalomanana, puis l'adoption d'une nouvelle constitution en 2010 par Andry Rajoelina.

¹⁰ *Madagascar : revue de la gouvernance et de l'efficacité du développement, Analyse d'économie politique de la gouvernance*



d'une nouvelle Constitution est généralement faite par une minorité sans discussion ni dialogue préliminaire. Les différents organes de contrôle de l'Etat sont directement ou de façon détournée aux mains de l'exécutif.

Il existe plusieurs lacunes de l'Etat de droit dont l'inadaptation de certaines lois existantes dépassées et plus conformes à la réalité, l'existence de lois qui entravent le développement de la démocratie comme celles sur la communication, les abus de pouvoir, le non-respect des droits de l'homme, la discrimination dans l'application des lois, et la corruption qui gangrène les institutions à tous les niveaux. Ainsi, l'Etat de droit est souvent « à géométrie variable » quel que soit le régime. Les gouvernants une fois au pouvoir perpétuent les mêmes pratiques qui ont dégoûté le peuple de leurs prédécesseurs : comme l'interdiction et répressions de rassemblements de leurs adversaires politiques, la fermeture ou l'intimidation des stations de radio et/ou télévision des opposants, le pillage et détournement des ressources naturelles du pays, le néopatrimonialisme, le copinage, le népotisme, etc.

Le peuple se trouve alors désemparé car il ne peut compter sur les promesses des élus qui ne privilégient que leurs intérêts ou ceux de leur groupe une fois au pouvoir. Les Institutions, fragiles et faibles, n'inspirent pas confiance¹¹. Le sondage sur la participation et perceptions politiques montre que 88,3% des interrogés estiment que les politiciens actuels ne servent pas l'intérêt général mais sont là pour assouvir leur soif de richesses, de pouvoir et leurs ambitions personnelles. Finalement, comme le critique Bourdieu, dans la notion de légitimité comme expression de la domination, les idées dominantes sont celles de la classe dominante. Il ne faut pas oublier que le Droit positif peut ne pas être conforme aux règles éthiques et morales ni à la démocratie. Prenons l'exemple du Droit positif allemand qui avait autorisé la Shoah au temps du nazisme.

Pour en revenir à Madagascar et à notre époque actuelle, quid des lois et textes réglementaires élaborés et promulgués par des dirigeants et des

institutions illégitimes issus d'un coup d'Etat ?

I.2. Une approche triangulaire de la légitimité du pouvoir

Voyons maintenant l'étude de la légitimité du pouvoir sous un autre angle. La relation entre les légitimités respectives de l'Etat, du régime et des gouvernants est importante. En théorie, si ces trois légitimités étaient équivalentes, elles prendraient la représentation d'un triangle équilatéral. Ce n'est pas le cas en pratique où prédomine plutôt le triangle irrégulier. La légitimité très forte d'un leader charismatique peut ainsi entraîner celle de l'Etat. Ce fut le cas pour Nelson Mandela qui a joué le rôle de catalyseur de la légitimité de l'Etat post-apartheid Sud-africain, tellement il était aimé et admiré par le peuple. Inversement, un peuple peut enlever sa légitimité à un dirigeant sans que la légitimité du régime ou de l'Etat n'en pâtisse. C'est par exemple le cas au Sénégal du président Abdoulaye Wade. Pour qu'un pays soit stable et ne subissent pas de crise politique et de conflit, il faudrait que les légitimités de ces trois entités soient être toutes à la fois fortes, et que le triangle soit le plus équilibré possible. De cette analyse triangulaire, nous allons surtout dégager trois menaces d'instabilité propres à des problèmes de légitimité : la question ethnique, l'adaptation de la démocratie aux valeurs malgaches et l'existence d'une classe minoritaire dirigeante.

1. La légitimité de l'Etat : la question de l'ethnicité à Madagascar

Il arrive que la légitimité de l'Etat soit forte tandis que la légitimité du régime, ou du gouvernant est faible. Le contraire peut se passer, et c'est l'existence même de l'Etat qui est parfois sujette à contestation et non seulement celle du régime en place ou des tenants du pouvoir. Des populations tribales peuvent chercher à créer un nouvel Etat (cas du Kosovo), ou rejoindre un Etat frontalier (cas de l'Ossétie du Sud) ou tout simplement refuser d'être de manière générale gouvernés par un Etat (cas des zones tribales d'Afghanistan)¹².

Concernant Madagascar, la légitimité de l'Etat semble bien assise. L'article premier de la

à Madagascar, Rapport N°54277-MG, Banque Mondiale, Décembre 2010.

¹¹ Rappelons là encore les résultats du sondage sur la « Participation et perceptions politiques du citoyen » mené à Antananarivo qui montrent que plus de 80% des personnes enquêtées ne font pas confiance aux institutions.

¹² S. Bellina, D. Darbon, S.S. Eriksen, O.J. Sending, *ibid.*



Constitution prône que le Peuple Malagasy constitue une Nation organisée en Etat souverain, unitaire, républicain et laïc. Si l'on reprend brièvement quelques lignes de l'Histoire de l'Etat malgache, après une période clanique dont nous avons déjà précédemment parlé est apparue la royauté. Les grands royaumes étaient les royaumes Merina et Betsileo qu'Andrianampoinimerina et Radama 1er ont réussi à unifier par la suite. Le début d'annexion de Madagascar par la France commença en 1895 lorsque les tenants du pouvoir malgache (surtout le Premier Ministre Rainilaiarivony) n'ont eu aucun égard au traité d'alliance franco-malgache et avec le début de la lutte des «Menalamba». L'année 1896, Madagascar fut colonisé par la France. Ce n'était plus un Malgache qui détenait le pouvoir, mais les étrangers, les *vazaha*. Jusqu'en 1960, Madagascar a dû vivre sous le joug de la colonisation française. Et la France, pour avoir une véritable mainmise sur la population malgache, a appliqué la politique du « mieux diviser pour régner ».

La question de l'ethnicité et de la dichotomie *merina*-côtier est considérée comme une création du pouvoir colonial pour étouffer toute velléité nationaliste¹³. Une étude réalisée par le Centre d'Etudes sur les Conflits, le Développement et la paix à Madagascar a fait apparaître qu'il n'y a pas à Madagascar de conflit identitaire¹⁴. La menace d'une guerre civile ethnique- même si elle n'a jamais eu lieu - est toutefois souvent brandie et instrumentalisée par des politiciens à la moindre occasion pour semer la zizanie. Les préoccupations de déséquilibres économiques et infrastructurels entre les régions viennent s'ajouter à cette carte de l'ethnicité et de la discrimination.

Selon Roubaud, « l'identité ethnique, dans sa diversité, est clairement conçue comme un facteur de richesse venant s'enchaîner dans l'identité nationale et l'innover, sans pour autant s'y dissoudre. Ceci explique le peu d'écho que rencontrent les tentatives de mobilisation «ethnofasciste» de quelques apprentis sorciers isolés. Cependant, si l'ethnicité constitue aujourd'hui une zone de basse tension sociale, elle reste toujours à la merci de manipulations par les

entrepreneurs politiques ».

En fait, c'est là que joue toute l'importance de la relation triangulaire des légitimités. La légitimité d'un Etat unitaire malgache ne sera peut-être remise en cause que si un grand leader charismatique arrive à provoquer une scission entre certains groupes malgaches par un conflit ethnique, ou une fracture régionale. Mais cela se ferait aussi à ses détriments puisqu'en vertu justement de cette théorie du triangle des légitimités, une grande irrégularité du triangle impliquerait une instabilité qui fragiliserait également tôt ou tard son pouvoir. Une figure « pacificatrice », « réconciliatrice », « fédératrice » surtout dans le contexte malgache du *Fihavanana* et du *marimaritra iraisana* gagne plus de reconnaissance et remporte plus d'adhésion qu'un leader en quête de division. Les Malgaches en général évitent plus les conflits qu'ils ne les cherchent, peut-être du fait de l'insularité et de l'obligation de vivre ensemble dans un territoire naturellement circonscrit par l'Océan.

2. La légitimité du régime : la démocratie jugée non contraire aux valeurs malgaches

La démocratie est actuellement érigée comme le meilleur système de gouvernance. L'adhésion à la communauté internationale est conditionnée au respect du principe de l'égalité démocratique. Mais qu'est-ce que la démocratie ? Ce vocable revêt trois définitions : un concept, un idéal, un système et un processus. Reprendre la fameuse formule d'Abraham Lincoln qui la définit comme « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », nous maintient dans le flou. En effet, cette définition est la consécration de la souveraineté politique du peuple qui est à la fois l'origine mais aussi la finalité du pouvoir. Néanmoins, plusieurs régimes peuvent s'en prévaloir, quand bien même seraient-elles opposées, du moment que s'articulent, de quelque façon, libertés personnelles et pouvoir collectif¹⁵. Pierre Rosavallon¹⁶ préconise une analyse de la démocratie à partir d'une approche plurielle, en tant que régime et forme de gouvernement, une activité civique permanente qui ne se limite pas aux élections, et enfin une forme de

¹³ Harisoa RASAMOELINA, *ibid.*

¹⁴ Oliver Jütersonke, Monsef Kartas, *Peace and Conflict Impact Assessment, Madagascar, The Graduate Institute, Centre on conflict, Development and peacebuilding, Geneve, 2010.*

¹⁵ On accole ainsi au mot démocratie plusieurs adjectifs pour en définir les formes : radicale, libérale, socialiste, chinoise,

¹⁶ Pierre ROSAVALLON, *La légitimité démocratique : Impartialité, réflexivité, proximité.* Broché, 2008



société qui insiste selon les cas sur la garantie des droits fondamentaux ou l'égalité des conditions.

Beaucoup affirment que la démocratie n'est pas adaptée à Madagascar et que c'est un concept occidental qui ne correspond pas aux valeurs malgaches. Il est utile de remarquer que la démocratie existait déjà comme valeur traditionnelle dans la société traditionnelle malgache. Rappelons ainsi les principes du consensus, *marimaritra iraisana*, des concepts de *tsy misara-mianakavy*, *loabary an-dasy*, *ny hevitra ny maro mahataka-davitra*, etc. (solidarité familiale, dialogue franc, concertation, autant il y a d'idées exprimées autant on voit plus loin)¹⁷. Durant la monarchie, le suffrage universel existait sous la forme d'une démocratie directe de l'assemblée du *Fokonolona* qui, dans une démarche consensuelle et inclusive, s'accorde sur la personne de celui qui parlera en son nom.

Une enquête réalisée par le KMF/CNOE sur l'état de la démocratie à Madagascar¹⁸ dont les résultats furent présentés aux assises de la démocratie montre que la notion de démocratie est comprise par les citoyens. Et malgré quelques divergences d'opinion, la majorité s'accorde à reconnaître que les traditions ne sont pas contraires à la démocratie : 48,96% ne trouvent aucune contradiction entre démocratie et traditions quand 24,32% pensent que ces dernières représentent un frein pour la démocratie, et que 26,70% ne se prononcent pas.

3. Légitimité des dirigeants : gare aux abus et au pacte des Elites dirigeantes

C'est la légitimité des gouvernants qui fonde leur pouvoir, leur droit à imposer et à exiger des citoyens au nom du bien commun. La légitimité des dirigeants procède de diverses considérations :

- l'exercice du pouvoir se fait dans le cadre de contrôles et de contre-pouvoirs qui en circonscrivent l'action et en limitent les dérives,

¹⁷ In *La démocratie et les valeurs malgaches, Recueil de textes sur la recherche de consensus à Madagascar*, vol.1, Friedrich Ebert Stiftung, KMF-CNOE et R.J.D.P., mai 2009.

¹⁸ In *Résultats de l'enquête du KMF/CNOE sur l'état de la démocratie à Madagascar*, id.

- le pouvoir est dévolu à des individus qui méritent de l'exercer selon des critères acceptés de tous, par exemple, selon les pays, par leur compétence, leur histoire, leur naissance, leur expérience, ou par la voie démocratique des élections,
- le pouvoir est utilisé concrètement au bénéfice de l'intérêt général et du bien commun, etc.

Ici, nous entendrons le terme « dirigeants » comme la classe dirigeante ou les élites au pouvoir. La légitimation du gouvernant en tant qu'être individuel sera traitée dans une partie ultérieure. L'Etat est généralement dirigé par des groupes sociaux particuliers qui prennent la forme de « bourgeoisie d'Etat » dans les Etats fragiles. Ces groupes composés d'agents élus ou non élus développent des intérêts spécifiques. Leur pouvoir dépend de leurs relations avec l'Etat ou de leur position dans celui-ci. Disposant et souvent faisant main basse sur des ressources redistribuées dans des réseaux clientélistes, ils ont intérêt à reproduire un type particulier d'Etat ou de régime pour protéger et perpétuer leur propre pouvoir. La légitimité étatique ou du régime est ainsi très puissante au sein de cette élite minoritaire mais très influente, sans qu'elle ne s'étende pour autant au reste de la population. S. Bellina, D. Darbon, S. S. Eriksen et O.J. Sending¹⁹ notent dans *L'Etat en quête de légitimité* que cela « permet à certains groupes de mobiliser des foules au nom de l'Etat contre d'autres groupes favorisant ainsi l'insécurité, voire le déclenchement de guerres civiles ». La Birmanie, le Burundi, la Bolivie, le Sri Lanka revêtent des caractéristiques inhérentes à ce type d'Etat.

A Madagascar, les élites de la sphère économique privée sont en relation étroite avec les élites politiques. Au cours du siècle dernier, la nature des élites malgaches a mué : il y eut d'abord la classe des familles nobles *Merina*, ensuite « les grandes familles », puis les élites du secteur privé. Cette nouvelle classe entrepreneuriale qui tire principalement sa rente d'industries légères s'est formée durant ces deux dernières décennies. Son rôle fut déterminant dans la coalition des gouvernements successifs et elle continue d'endosser un rôle clé et déterminant dans

¹⁹S.Bellina, D. Darbon, S.S.Eriksen, O.J. Sending, *ibid*



l'élaboration des décisions publiques, surpassant en ce cadre la société civile ou l'armée²⁰.

Les grandes familles qui pour certaines descendent de la noblesse traditionnelle ont besoin d'amis dans le pouvoir pour préserver leurs intérêts. Selon la Banque Mondiale dans son Rapport de décembre 2010, ces familles influentes « faiseuses et défaiseuses de rois » sont concurrencées par les nouvelles puissances émergentes du secteur privé à l'instar des sociétés minières. Les tenants et prétendants du pouvoir à la recherche de rentes ne sont plus obligés de se préoccuper de ces lignes d'influence néo-patrimoniale.

L'existence d'une classe ou d'un groupe oligarchique - certains parlent même de « clique affamée » - qui s'accapare ou détient les rênes du pouvoir ou du moins en tire les ficelles, peut porter atteinte à la légitimité des gouvernants. En effet, quand les intérêts de la frange dirigeante priment sur ceux et surtout au détriment de ceux du peuple et du pays, l'instabilité guette. Plusieurs présidents malgaches, même ceux qui ont été mis en place légalement, ont vu leur légitimité remise en cause à partir de scandales politico-économiques : affaire Daewoo, trafics de bois de rose, de pierres précieuses, d'or, de bovidés, trafics humains, fraude fiscale, etc.

II. Consolidation de la démocratie : comment refonder la légitimité du pouvoir ?

Cette partie tout en comportant toujours de la théorie s'efforcera à chaque fois d'apporter, non des solutions, mais des recommandations pratiques aux problèmes de la légitimation de pouvoir et de consolidation de la démocratie à Madagascar.

²⁰ Il est aussi question d'une société secrète appelée le « Club des 48 » qui rassemblent grosses fortunes malgaches et grandes sociétés françaises, club qui serait impliqué dans différents coups d'Etat et autres secousses politiques. Voir http://vailha.over-blog.com/pages/CLUB_des_48_LA_MAFFIA_des_grandes_Familles_MALGACHES-1245686.html

II.1. Refonder la légitimité de l'Etat

Les Etats peuvent recourir à quatre facteurs généraux de légitimité dont certains d'entre eux sont étroitement imbriqués et se renforcent mutuellement alors que d'autres sont en contradiction. Ce sont la légitimité par les procédures, la légitimité par les résultats, la légitimité par les croyances partagées et la légitimité internationale. Ces facteurs ont tous leur importance : aucun n'existe de manière isolée et aucun Etat ne pourrait se reposer exclusivement sur l'un d'entre eux. Toutefois, c'est le lien entre ces divers facteurs de légitimité et non la qualité de l'un ou l'autre de ces facteurs qui importe le plus concernant la légitimité de l'Etat.

1. La légitimité par les procédures

La légitimité de l'Etat est liée à des procédures et des règles qui recueillent l'adhésion des citoyens et par lesquelles l'Etat prend des décisions contraignantes tout en organisant la participation des citoyens. Les procédures sont donc censées renforcer la relation Etat-citoyens, relation qui devrait être mutuellement constructive. L'Etat, dont la souveraineté résulte de la souveraineté populaire, est considéré comme le vecteur et l'expression de la volonté du peuple. La participation requise pour raffermir la légitimité de l'Etat n'est pas nécessairement liée à des élections démocratiques et ne s'y réduit pas.

A Madagascar, les élections sont souvent l'unique moyen et moment de participation des citoyens à la vie politique. Pourtant, les mécanismes de responsabilité des dirigeants doivent s'étendre au-delà des élections. Ils devraient inclure les contrepoids et les contrôles sur les centres de pouvoir, la transparence, les audits de fonds publics, le débat politique public, la couverture médiatique adéquate, etc. Des instruments de mesure de la bonne gouvernance doivent ainsi être mis en place et expliqués aux citoyens. Ainsi, les citoyens seraient associés au mode de gouvernement de l'Etat, même hors période électorale et seraient impliqués dans la gouvernance du pays.

La légitimité prend racine officiellement dans le principe de légalité et de l'administration qui applique le droit. L'Etat devient donc légitime aux yeux des citoyens de par ses mécanismes de gouvernance où impartialité, expertise et respect du



droit sont des éléments clés. L'intérêt public doit primer scrupuleusement sur le profit privé. Les réformes concernant les lois mais aussi les institutions doivent ainsi être faites au profit de la conduite de politiques et de la bonne gouvernance et non le contraire. Pourtant, dans le régime néopatrimonial malgache, l'appareil d'Etat se met au service de l'élite gouvernante et non de la population.

Toujours selon la Banque Mondiale, il est à déplorer que de grandes fractions de la population à Madagascar soient exclues du jeu politique. A cause de la capture par les élites des institutions officielles de contrôle, et avec la faiblesse des mécanismes informels de contrôle social, aucune pression effective n'est faite en faveur des réformes. Le secteur privé, particulièrement l'élite entrepreneuriale, profite plus ou moins de ses accords avec la classe politique et cherche son soutien plutôt que de s'y opposer et de réclamer des réformes favorables à l'économie. La société civile malgache reste faible face à l'Etat et semble incapable d'exiger une bonne gouvernance. Il faudrait qu'elle se restructure et se réorganise pour avoir plus de pression par rapport aux régimes en place. Il faudrait ainsi la bonne volonté des élites pour qu'elles nouent un nouveau pacte en vue de résoudre les blocages politiques, ou tout du moins, au renouvellement de la sphère politique pour dénouer la crise dans laquelle le pays est plongé. Après tout, ces élites pâtiront tôt ou tard de cette situation et devraient voir à plus long terme et dans un état d'esprit « win-win ».

2. La légitimité par les résultats

Ce facteur de légitimité concerne les réalisations de l'Etat, réalisations qui ne sont pas toujours celles uniquement du gouvernement. Il se définit par les réalisations, la qualité et l'efficacité des services publics et des biens publics fournis par l'Etat. Un des premiers services que doit assurer l'Etat est la sécurité des citoyens et de leurs biens, la sécurité du territoire. L'Etat doit être capable d'assurer la protection des citoyens, sinon la fourniture d'autres services comme l'éducation ou la santé devient plus difficile ou coûteuse. Le maintien de la sécurité est crucial pour la légitimité étatique car il permet l'appropriation d'autres sources éventuelles de légitimité. La montée du banditisme, la formation de rebelles, et l'instabilité de l'armée sont autant de coups de couteau dans la légitimité étatique. Ainsi,

le phénomène des *dahalo* à Madagascar, sur fond de suspicions de dessous politiques, porte fortement préjudice à la légitimité étatique.

Bien que moins intimement liée à l'Etat que le service de sécurité, la mission de fourniture de services sociaux comme l'éducation et la santé est très importante dans l'appareil d'Etat. Cela s'explique par la conception dominante qui assimile l'Etat à un agent du progrès et du développement. Et parlant de développement, Madagascar figure actuellement parmi les pays les plus pauvres du monde, et tous ses indicateurs, économiques comme sociaux, sont des plus alarmants. La remise en cause de la légitimité de l'Etat se fait particulièrement en périodes troubles, en temps de crise économique. La faim, la misère et le chômage favorisent la grogne et le mécontentement qui prédisposent la population à descendre dans la rue.

Dans un pays comme Madagascar, la priorité de l'Etat doit ainsi être portée sur le développement. L'effort doit être porté sur le redressement économique du pays. La légitimité de l'Etat sera donc fortement corrélée avec l'amélioration des conditions et du niveau de vie des citoyens. Selon Bellini, de l'école développementale, l'un des critères de légitimité concerne l'obligation de l'Etat de répondre aux besoins ressentis par la communauté. Une série d'hypothèses à propos de la production, l'organisation et la distribution de biens matériels a été développée par l'école développementale. Ces hypothèses incluent le niveau d'éducation, le taux de revenu, la réduction de la pauvreté et la croissance économique.

Seymour Martin Lipset, théoricien de la modernisation, prône l'efficacité au niveau économique comme facteur de légitimation. Les gouvernements qui vont à l'encontre de la loi de l'offre et de la demande échoueront en développement et n'institutionnaliseront pas une véritable démocratie. Si l'Etat pose des restrictions au marché, il favorise l'autarcie et engendre l'autoritarisme. Pour Lipset, « Une économie de marché compétitive peut être justifiée sociologiquement et politiquement comme la meilleure façon de réduire l'impact des réseaux népotistes. Plus la portée des forces de marché est grande, moins sera la possibilité de recherche de rentes par les élites, lesquels ont un accès privilégié au pouvoir et aux ressources d'Etat ».

En fait, quand il y a prospérité économique, la légitimité de l'Etat est bien moins remise en cause



par sa population. Dans les pays développés économiquement, même à tendance autoritaire, l'Etat est plus ancré dans sa légitimité que dans les pays considérés comme démocratique mais où la population est pauvre.

3. La légitimité par les croyances partagées

Ce type de légitimité a trait aux représentations collectives permettant au peuple de voir l'Etat comme l'unique et ultime autorité légitime. Il lui permet aussi de partager un sens de l'identité et de la communauté. Une des sources fondamentales de légitimité étatique est et reste la construction d'une nation comme « communauté imaginée »²¹, limitée par des frontières territoriales.

L'identité collective

Raymond A. Ramandimbilahatra²² affirme que « les crises cycliques qui minent le pays depuis son indépendance semblent exprimer, de la part des décideurs politiques et d'une grande partie de la population, une profonde ignorance de l'unité culturelle fondamentale transmise par nos ancêtres qui l'ont, eux-mêmes, héritée de l'ancienne culture austronésienne. » L'avènement de la république par la suite n'a aucunement modifié la perception qu'ont de l'Etat les gouvernants et les gouvernés ; il en est de même de leurs aspirations envers l'Etat et de leurs rapports avec l'ethnie de laquelle ils proviennent dont ils sont issus. Weber a donné cette définition de l'ethnicité : « l'ethnicité est le sentiment de partager une ascendance commune, que ce soit à cause de la langue, des coutumes, de ressemblances physiques ou de l'histoire vécue, objective ou mythologique. Cette notion est très importante sur le plan social et politique car elle est le fondement de la notion d'identité ». Malgré le dessein du pouvoir colonial d'imposer à Madagascar l'existence de 18 tribus, la réalité est que les Malgaches ne parlent qu'une seule langue : le malgache. Il est alors plus que temps que les Malgaches s'identifient à des citoyens et que leur identité les unisse plutôt que ne les divise. Le Malgache citoyen doit se libérer dans son inconscient des préjugés du merina dominateur et

²¹ Benedict Anderson, *Imagined Communities, Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983

²² R.A. RAMANDIMBILAHATRA, *Etat et Ethnicité à Madagascar*, Friedrich Ebert Stiftung, 2010.

envahisseur, du Côtier instrument des colons, de l'*andevo*-esclave et de l'aristocrate supérieur....

La religion

Les croyances religieuses et les institutions occupent un rôle central dans la détermination de ce qui, dans une société, est apprécié comme moralement bien ou mal, juste ou injuste, approprié, honteux, etc. Les croyances religieuses constituent une source active de légitimité de l'Etat. La religion a été la principale source de légitimité dans l'histoire de la construction étatique en Occident. Actuellement, elle peut ne pas concorder avec les bases d'un Etat moderne libéral. Mais dans d'autres contextes, la religion peut être un outil puissant de contestation d'un Etat (exemple de la Birmanie) ou d'un régime et même servir d'inspiration à des modèles étatiques alternatifs (exemples de l'Iran, du Liban et du Pakistan).

La Constitution édicte que Madagascar est une république laïque et consacre le principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat, bien que dans son préambule elle souligne que « Le peuple Malgasy souverain affirme sa croyance en l'existence de Dieu Créateur. » Les Malgaches sont très croyants et la religion est perçue comme une hiérarchie de référence qui ne peut être remise en cause. Le christianisme a été adapté aux pratiques religieuses et culturelles traditionnelles pour donner un syncrétisme où le *famadihana*, mais aussi parfois le *joro* et le *sorona* sont toujours pratiqués. L'Eglise se positionne en *raiamandreny* et s'immisce régulièrement dans les affaires publiques, immixtion qui serait difficilement acceptable dans le cadre d'une République laïque européenne.

Les coutumes et traditions

Nous avons déjà vu la tradition comme source de légitimation du pouvoir selon Weber. Les coutumes et traditions permettent aussi de légitimer un Etat. En tant que facteurs de légitimation, elles se manifestent par des symboles et des rituels dont l'invocation rappelle aux citoyens leur identité, leur appartenance, leur loyauté, leur rôle et place dans la communauté. Quand la tradition devient effective, elle devient une routine et une manière habituelle de faire les choses. C'est par exemple l'assimilation de l'Etat à un *raiamandreny*, ou de faire du *storytelling* politique en asseyant la légitimité de l'Etat sur une mobilisation sociale historique (comme par exemple la lutte pour l'Indépendance). La notion de *Fanjakana raiamandreny* est ancrée dans l'esprit de



la majorité des Malgaches qui pensent que l'Etat doit jouer un rôle de tuteur vis-à-vis des citoyens²³.

Dans le sondage « *Participation et perceptions politiques du citoyen* »²⁴, le trio « *fihavanana-ethnie-religion* » constitue le deuxième élément de légitimation politique retenu par les enquêtés, même s'il se situe bien loin derrière les « élections libres ».

4. La légitimité internationale

La reconnaissance par les autres Etats et acteurs étrangers forme une source de légitimité étatique tout en contribuant à établir la souveraineté de l'Etat. Avec la mondialisation, la reconnaissance internationale d'un Etat, d'un régime et de ses actions est essentielle tant sur le plan interne qu'externe. Le soutien financier et politique, parfois militaire de la communauté internationale peut représenter un facteur de légitimité étatique. Dans un Etat pauvre comme Madagascar où l'aide extérieure est très importante, il est capital que les bailleurs de fonds internationaux, les pays partenaires et les organisations internationales et régionales ne tournent pas le dos à l'Etat, ou au régime.

Selon Rudolph Thomas, le précédent directeur général de l'USAID à Madagascar, « *Madagascar ne peut se passer de l'aide de la communauté internationale, et ça me fait peur d'entendre un gouvernement dire pouvoir s'en passer. Les technologies, les moyens financiers viennent de l'extérieur et ce n'est pas en s'isolant que le pays va réussir à relancer son développement. En se retirant, Madagascar va à contresens du développement de l'Afrique.* »²⁵ Depuis la crise de 2009, le pays survit grâce à l'aide humanitaire extérieure²⁶. Pour tous les régimes qui se sont succédés à la tête de l'Etat malgache, la question de

²³ Les résultats de l'enquête du KMF/CNOE sur l'Etat de la démocratie à Madagascar ont montré que 49,48% définissent le Fanjakana comme Parents, 35,67% comme détenteur du pouvoir, 21,03% comme délégataire de pouvoir et 11,16% comme des dirigeants à qui l'on doit obéissance.

²⁴ Id.

²⁵ In <http://www.newsmada.com/index.php/economie/20979-usaid-pas-de-developpement-sans-aide-exterieur#.Um8yh1PXp0A>

²⁶ <http://www.lexpressmada.com/humanitaire-madagascar/26555-le-pays-survit-grace-a-l-aide-exterieure.html>

la reconnaissance internationale a toujours été un enjeu important.

Les normes internationales comme celles en matière de droits de l'homme sont une source de légitimité à deux titres. Premièrement, elles s'imposent à tous les Etats et leurs régimes conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies de 1948. c'est durant les années 1990 que ces droits fondamentaux ont pris toute leur importance comme source de légitimité internationale. Deuxièmement, les droits de l'homme sont aussi une source de légitimité à l'échelle nationale en fournissant un « objectif moral à l'Etat »²⁷.

II.2. Refonder la légitimité de la démocratie

La consolidation de la démocratie implique que la démocratie apparaisse légitime aux yeux du peuple. La majorité des Malgaches pensent que la démocratie est nécessaire à Madagascar et paraît adaptée au pays. Mais pour que la démocratie soit reconnue par tous, encore faudrait-il que le pouvoir en place soit arrivé par la voie des urnes.

1. Les élections : le vote comme source de légitimité démocratique

Les élections constituent un pilier de la démocratie. Elles sont le principal moyen pour les citoyens de prendre part aux décisions. Montesquieu soulignait pourtant dans *De l'Esprit des lois*, que « le suffrage par le sort est de la nature de la démocratie ; le suffrage par choix est celle de l'aristocratie ». Le régime électif qui revient à sélectionner les meilleurs candidats (ceux que les électeurs estiment les plus compétents à diriger ou les représenter) comporte donc une dimension aristocratique. Il est ainsi obligatoirement jumelé à la notion de « classe politique » dont la compétence s'avère nécessaire au fonctionnement du système politique, ce qui n'empêche en rien ce dernier d'être démocratique. L'essentiel est dans l'esprit populaire, les élections soient légitimes comme procédure démocratique et leur permette ainsi de reconnaître comme légitime le

²⁷ Christian Reus-Smit, *The Moral Purpose of the State*, Princeton University Press, 1999.



dirigeant élu. Encore faudrait-il que ces élections soient organisées dans les règles, libres, crédibles, transparentes, justes et équitables.

Les élections se font grâce aux référendums et aux votes des représentants pour une période définie. Depuis l'indépendance jusqu'à maintenant, plusieurs élections ont été organisées dans le pays :

- Présidentielle (1965, 1972, 1982, 1989, 1993, 1996, 2001, 2006, 2013)
- Législatives (1960, 1965, 1970, 1977, 1983, 1989, 1993, 1998, 2002, 2007)
- Communales (1995, 2000, 2003, 2007)
- Provinciales (1999)
- Référendaires (1972, 1975, 1992, 1995, 1998, 2010)

Le fait qu'il y ait un nombre important de référendums et d'élections – particulièrement présidentielles – retardées ou anticipées marque l'instabilité politique ambiante.²⁸ Plusieurs de ces élections ont été suivies de crises post-électorales qui se sont prolongées puis muées en crises politiques et socio-économiques. Ces crises post-électorales trouvent leur origine dans la question de l'impartialité du processus électoral et celle de la crédibilité des élections. La remise en question de la crédibilité des consultations électorales a contribué à la désillusion des citoyens face au processus électoral, à augmenter les taux d'abstention et bien sûr à éroder la confiance des citoyens à l'égard des institutions issues des élections.

Dans *l'Enquête emploi 1997* réalisé par MADIO, 61,8% des enquêtés pensent que le système électoral ne favorise pas le développement du pays. Selon Roubaud²⁹, en effet, beaucoup de promesses démagogiques sont faites lors des élections, mais une fois au pouvoir le peuple est déçu par le comportement des nouveaux élus qui voient dans la concurrence électorale un moyen d'accaparer les ressources publiques.

André Rasolo, dans « Les questions-clés des

²⁸ In, Document de Projet, *Projet d'Appui au Cycle Electoral 2012-2013 à Madagascar*, République de Madagascar, PNUD,

²⁹ In, *Démocratie électorale et inertie institutionnelle à Madagascar*, ibid.

élections de Madagascar»³⁰ parle de mascarade électorale avant les élections de 1993 qui ont introduit pour la première fois un second tour lors du scrutin présidentiel. Actuellement, malgré le niveau de conscience citoyenne plus élevé grâce aux actions de la société civile, la pauvreté et l'analphabétisme sont tels que l'environnement socioculturel ne peut accueillir une compétition électorale crédible.

Pour la sortie de la crise actuelle, les élections sont considérées comme l'unique voie de légitimation du pouvoir par plus de trois-quarts de l'échantillon du sondage réalisé à Antananarivo en Août 2013 sur la « Participation et perceptions politiques du citoyen »³¹. Mais ces élections devront être libres et transparentes. La réélection de Mugabe au Zimbabwe malgré des élections reconnues internationalement comme libres et transparentes montre que l'organisation d'élections n'implique pas toujours plus de démocratie. Nasolo-Valiavo Andriamihaja dit VANF parle « d'une élection qui peut elle-même devenir source de crise plutôt que sa solution », et affirme que « Le suffrage universel n'est pas la panacée automatique à tous les maux »³².

2. Réinstaurer la confiance aux institutions

Le mal dont souffre Madagascar provient surtout des institutions. Jean Claude de l'Estrac estime que « Pratiquement toutes les institutions du pays sont inopérantes, instrumentalisées et asphyxiées par des présidents-monarques, quels qu'ils soient. Les citoyens sont impuissants du fait de la faiblesse extrême des contre-pouvoirs civiques »³³. Les institutions sont décrédibilisées. Le niveau de confiance qui leur est accordé est vraiment bas, comme en atteste les résultats du sondage sur la « Participation et les perceptions politique du citoyen ». Douze types d'institutions y ont été

³⁰ A. RASOLO, « Les questions-clés des élections de Madagascar », disponible sur http://www.fes-madagascar.org/media/seminaire_parties_prenante_election_2013/Les_questions_clés_des_elections_de_Madagascar.pdf

³¹ « Participation et perceptions politiques du citoyen », Friedrich Ebert Stiftung, Liberty 32, Septembre 2013

³² In « La théorie du choc psychologique », Chronique de VANF, Express de Madagascar du 28 Octobre 2013

³³ In http://www.actumada.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=932:madagascar-des-ques-clés-comprendre-la-l-crise-r-politique-malgache&catid=35:chronique



soumis à l'appréciation des personnes enquêtées : les partis politiques, l'armée, le gouvernement d'union, le secteur privé, la CENI-T, les entités religieuses, les syndicats, le Parlement, les Médias, les bailleurs de fonds, la société civile et les tribunaux.

Les institutions les plus décriées sont les institutions étatiques et politiques : CT-CST, Partis politiques, tribunaux, gouvernement de transition, armée, etc. Ce sont les médias qui ont remporté le plus de confiance dans ce triste palmarès. Le désaveu des institutions étatiques dénote le rejet de la transition, mais révèle aussi et surtout qu'au-delà d'un simple changement de régime, il faudra une réforme sérieuse du milieu étatique et politique.

La plupart des institutions sont gangrenées par la corruption. Madagascar figure au 118^{ème} rang des pays les plus corrompus, sur un classement de 175 pays. Le Baromètre mondial sur la Corruption 2013 publié par Transparency International constate que le secteur public est le plus corrompu, notamment au niveau de la justice, la police et les autorités publiques. C'est un des premiers maux qu'il faut éradiquer dans la Grande Ile. La justice devrait par ailleurs être plus indépendante face au pouvoir exécutif et jouer ainsi son rôle de contre-pouvoir. Norbert Lala Ratsirahonana a dit publiquement que « La Haute cour agit comme un instrument au service du pouvoir ».

L'armée devrait être neutre et rester muette. La dérive de la Grande Muette a commencé sous Didier Ratsiraka où elle a été politisée à outrance. Elle a rempli un rôle significatif dans chacune des crises politiques malgaches depuis 1972. Les dirigeants qui se sont succédés ont tous veillé à s'en obtenir les bonnes grâces, perdre son soutien a constitué l'erreur fatale de Ravalomanana. Il convient de rappeler que le rôle de l'armée est de sauvegarder la sécurité et les intérêts de la Nation. Elle ne doit plus être un acteur politique d'envergure. De nombreuses réformes ont déjà été évoquées concernant l'armée, des plus extrêmes comme la démilitarisation de Madagascar, à certaines plus facilement envisageables comme l'institution d'une « incompatibilité légale entre carrière militaire et engagement politique ou professionnel »³⁴.

³⁴ Communiqué du SEFAFI sur « De la nécessaire réforme des Forces armées » publié le 17 Septembre 2012.

Les Eglises sont vues comme partisans. Elles ont longtemps perdu leur aura d'arbitres recherchés et respectés lors des débats politiques. Tellement de dirigeants et d'hommes politiques ont fait de leur foi un instrument de légitimation. Le père Rémi Ralibera a déclaré que « la laïcité de l'Etat est aujourd'hui caduque ». Selon Roubaud, les Malgaches appellent de leurs vœux une autonomisation du religieux et du politique, en réclamant une séparation plus stricte des Eglises et de l'Etat.

Citons encore comme réforme une meilleure organisation des syndicats et de la société civile qui ne devraient plus se laisser instrumentaliser par les politiques et mieux se focaliser sur leurs rôles respectifs. Les bailleurs de fonds ou Partenaires Techniques et Financiers doivent s'imprégner mieux des réalités malgaches notamment dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets, ne pas faire d'ingérence, ni se positionner en donneurs d'ordre. Les médias doivent jouer leur rôle de quatrième pouvoir, et être plus objectifs dans le traitement et la communication des informations. Enfin, et non des moindres, les représentants du peuple doivent tenir compte des intérêts de ceux qui les ont élus et faire preuve de plus de redevabilité.

II.3. Redorer le blason des dirigeants

1. Restructuration de l'arène politique

Les Malgaches deviennent réticents à l'égard de la chose publique et manifestent un grand ras-le-bol envers les partis politiques. Lors du sondage sur la « Participation politique et perceptions politiques des citoyens » sus-cité, nous avons déjà relevé que plus de 80% des enquêtés ne font pas, du moins pas assez confiance aux partis politiques.

Un des blocages majeurs de la démocratie à Madagascar résulte principalement par l'absence de partis politiques. Absence non dans le sens qu'il n'en existe pas, mais qu'ils ne fonctionnent pas comme ils le devraient. Actuellement on dénombre plus de 333 partis politiques à Madagascar, un nombre qui contribue d'autant plus à les décrédibiliser aux yeux de la population.

Le fonctionnement ou plutôt le dysfonctionnement actuel des partis politiques est révélateur du fait que « la démocratie est aujourd'hui l'idéologie qui permet au parti politique ou plus justement au leader



du parti politique de s'enrichir et de gagner les avantages liés au pouvoir. »³⁵ La création d'un parti politique est un passage obligé pour l'accession au pouvoir et faire de la politique devient une activité à but lucratif qui permet de jouir de l'impunité, plutôt qu'une affaire de conviction.

L'histoire des partis politiques à Madagascar montre que le multipartisme ne parvient pas à résoudre les problèmes de fond du pays. Ils n'assurent pas le rôle de production d'idées, d'idéologie, ni de cercle de réflexion. Les partis politiques n'arrivent pas à offrir des alternatives de solutions lorsque le pays est en crise. En 1972, ces derniers n'ont pas été capables de prendre le pouvoir qui a été repris par les militaires. En 1991 comme en 2002 et 2009, le pouvoir arrive entre les mains d'hommes providentiels méconnus alors du champ politique. Le parti politique est créé autour de l'homme providentiel, et n'a pas de positionnement idéologique, ni de stratégie de gouvernance, ni projet de société.

Les partis politiques à Madagascar se cantonnent ainsi à la conquête du pouvoir. Ils ne se soucient des citoyens, du moins la grande plupart, que lors des élections. Ils n'assument pas leur rôle d'éducateurs des citoyens, et d'intermédiaire entre eux et l'Etat. Rares sont les partis qui ont une assise nationale. Il n'existe pas de réel parti d'opposition. Didier Galibert³⁶ parle d'« arène politique caractérisée par la scissiparité et la transhumance des partis politiques ». Les retournements de veste politique sont tellement courants qu'ils ne choqueraient presque plus personne. D'autres nombreux maux affectent les partis politiques malgaches tels que le culte du fondateur, l'inamovibilité des dirigeants, l'inexistence de règlement clair sur le financement des partis, la participation faible des femmes, etc.

Il faudrait que les partis politiques qui partagent les mêmes visions et idéologies se rassemblent en groupements forts et se professionnalisent. L'étude sur les partis politiques publiée par la FES en août 2011 préconise « l'adoption d'une nouvelle loi sur les partis politiques adaptée aux conditions de travail politique dans le pays, favorisant un pluralisme fonctionnel, facilitant l'émergence d'un système de partis stable et stabilisateur, promouvant des partis

démocratiques pouvant jouer leur vrai rôle dans la société et au sein de l'Etat à travers divers mécanismes de fonctionnement et de financement. »³⁷ Les partis politiques doivent remplir des critères dignes de leur rôle.

2. Les instruments de légitimation aux mains de l'homme politique malgache

Pour se légitimer auprès des citoyens, les politiciens malgaches utilisent pour la plupart différents moyens et manipulent diverses sources de légitimité de manière plus ou moins critiquable et parfois de façon tout simplement inavouable. Parmi la catégorie des pratiques douteuses mais qui s'avèrent payantes, citons quelques exemples :

- Faire partie d'un parti politique, ou en créer un peu avant les élections même s'il n'a aucun projet de société ni de programme. Cela fait toujours bien d'en faire partie. En effet, une grande proportion d'électeurs va aller voter en privilégiant ces critères.
- Inonder de cadeaux pendant les campagnes, arrivant même jusqu'à la distribution des PPN, de tee-shirts en son effigie ou d'...argent pour acheter les votes des citoyens d'un niveau d'instruction peu élevé et les plus démunis. Faire des dons d'emplois, de postes ou de fonctions plus ou moins élevés dans la fonction publique ou le secteur privé à certains plus instruits qui seront obligés, dans leur travail, de « renvoyer l'ascenseur » à ceux qui les y ont placés.
- Jouer sur le *Fihavanana* pour faire passer ses erreurs, et jouer aux *Raiamandreny* pour se mettre hors de portée des critiques et avoir l'amour inconditionnel du peuple, car même si les *Raiamandreny* sont indignes, on ne peut ni les contester, ni arrêter de les chérir.
- Brandir sa foi et manipuler l'espoir refoulé et la spiritualité dans chaque citoyen populaire avec l'aide du Clergé, se lancer dans les « évangélisations », faire beaucoup

³⁵ Mémoire pratique démocratique

³⁶ D. Galibert, « Mobilisation populaire et répression à Madagascar », *ibid.*

³⁷ R.H.RABARINIRINARISON, J.A. RAVELOSON, *Les partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernements successifs*, Antananarivo, FES, 2011



d'actions au profit de l'Eglise ou du temple non pour le salut de son âme mais pour se faire bien voir comme doter les temples de matériels ou faire des donations pour leur réhabilitation ou pourquoi pas construire un temple entier dans une contrée où il n'y en a pas encore.

- Attiser, raviver et instrumentaliser les questions de classes et d'ethnicité à des fins politiques comme renverser un adversaire politique par exemple
- Utiliser la fête et le folklore tant apprécié du Malgache pour lui faire passer la pilule amère de la pauvreté, reprenant l'expression « Du pain et des jeux ! ».
- Faire des choses qu'ils ne feraient jamais en temps ordinaire et qui ne correspondent pas à leur personnalité, cela au risque d'être ridicules
- S'allier avec les médias, ou bien mieux encore, posséder son journal ou sa station radio et/ou télévision, pour mieux communiquer sur sa personne, son parti et en profiter pour asseoir le culte de sa personnalité par divers matraquages et manipulation communicationnelle.

Il existe tout un arsenal de moyens, de mécanismes, d'instruments et de sources pour le politicien de se légitimer au pouvoir, aux yeux de son peuple ou même internationalement. La grande question qui se pose est celle de sa motivation, de ses desseins. Le politicien veut-il conquérir le pouvoir pour les intérêts de l'Etat et du peuple ou pour ses intérêts personnels ? Machiavel prônait la ruse, le calcul, et même l'usage de moyens immoraux en vue de servir les intérêts de l'Etat. Au nom de la raison d'Etat, se justifient parfois certaines actions immorales comme les écoutes téléphoniques, les sabotages, et même les éliminations. Il est à déplorer hélas qu'à Madagascar, certains politiciens ont utilisé des moyens immoraux pour des fins encore plus immorales, juste dans l'intérêt de leur petite personne.

Il n'existe pas de recette miracle de légitimation, chacun aura sa propre recette et aura à doser subtilement avec les meilleurs ingrédients et trouver la manière de les accommoder selon le contexte, les besoins du peuple, et aussi sa personnalité.

Notons tout de même les résultats du Projet Box de

l'association L32 « Quel dirigeant pour Madagascar »³⁸ et qui a recensé les aspirations des citoyens quant aux qualités qu'ils recherchent de leurs dirigeants. Cette enquête a identifié quatre familles de qualités:

- les qualités inhérentes à la personnalité : altruisme et générosité, intégrité, esprit de conciliation, sagesse et maturité, sens moral, honnêteté, humilité, sens de l'écoute, tolérance.

- les qualités managériales : haut niveau d'instruction et expérience, responsabilité, programme, vision, volonté d'éducation, curiosité et désir de s'améliorer, bon leadership, art de convaincre, etc.

- les qualités relatives aux postes politiques : respect inconditionnel des lois, attention accordée au peuple, sens de l'intérêt général et du bien commun, patriotisme, respect de la souveraineté nationale, de la culture et des valeurs malgaches, intégrité, sens de la parole donnée, non-violence, indépendance vis-à-vis de l'étranger, loyauté, etc.

- les qualités relatives au mode d'accession au pouvoir : être élu, acceptation de l'alternance démocratique, respect du choix populaire, pas de coup d'Etat, application du principe de la continuité de l'Etat malgré des positions politiques divergentes.

³⁸ « Quel dirigeant pour Madagascar », Les résultats du projet Box, Liberty 32, Octobre 2012.



Conclusions

Les crises systémiques qui ébranlent à chaque fois Madagascar et deviennent de plus en plus fréquentes nécessitent une étude profonde de la légitimité du pouvoir, dont cette modeste analyse ne prétend en cerner tous les aspects, mais en propose quelques pistes. La crise de légitimité qui prévaut à Madagascar s'étend autant aux hommes politiques - que ce soit les dirigeants ou les politiciens en général - qu'aux institutions, et affecte même le régime démocratique et parfois l'Etat.

Pour éradiquer la crise qui ronge et mine le pays, le mal mérite d'être traité aux sources. Il ne suffit pas de passer la pommade, pommade que constituent les élections. Bien qu'elles puissent remettre en place un gouvernement légal, et reconnu par la communauté internationale, elles ne mettront pas Madagascar à l'abri de retomber dans une autre crise et peut-être même de se retrouver dans une situation pire qu'antérieurement. Il faut mettre en place de bonnes bases, faire des réformes profondes, restructurer. Tout comme la construction d'un bâtiment, les fondations sont les plus importantes et il sera plus facile après de poser les briques.

Pour consolider la démocratie, il faudrait aussi renforcer le rôle, les capacités ainsi que le champ d'action de celui qui en est - ou devrait être - l'acteur principal : le peuple. C'est lui qui va accorder de la légitimité au pouvoir en l'acceptant et le reconnaissant, qui va « prêter » le pouvoir aux dirigeants qu'il aura élu, qui va profiter du « bien » ou pâtir du « mal » que ces derniers feront au pays. Ce sont ses intérêts qui doivent être cherchés et sauvegardés. Il faut donc permettre à la population de participer plus aux affaires politiques. Un effort considérable est à faire concernant l'éducation citoyenne qui doit être assurée autant par l'Etat que par les partis politiques et la société civile. La connaissance de ses droits et devoirs, la compréhension des tenants et aboutissements des questions qui le concerne, l'instauration d'un débat d'idées permettra au peuple de mieux choisir et d'être responsabilisé.

Il faut aussi faire des progrès en matière de redevabilité, de réflexivité, de proximité, d'impartialité, et d'interactivité. Le peuple devrait

disposer d'indicateurs et d'outils objectifs pour évaluer les résultats de ses dirigeants. Ceux-ci devront ainsi nécessairement proposer un programme avec le plan stratégique et opérationnel pour le concrétiser, pour que les citoyens puissent suivre l'évolution de sa concrétisation. Plus de place donc à la démagogie ! Au cas où les performances seraient vraiment mauvaises, il faudrait donner au peuple des moyens légaux pour contrôler et destituer le dirigeant incriminé suivant certaines procédures comme par exemple un système de pétitions avec un nombre minimum de signatures et la possibilité de pouvoir provoquer un référendum. Finis ainsi les mouvements de rue ! Mais tout cela reste encore très utopique, et nous finirons avec deux citations qui prennent encore tout leur sens dans le contexte malgache :

"La politique est un mécanisme qui sert à empêcher les gens de prendre part à ce qui les concerne directement." Paul Valéry (1871-1945)

"Il n'y a pas de mauvais peuple, il n'y a que des mauvais bergers. Un peuple ne se trompe pas, il est trompé." Jean-Jacques Servan-Schreiber, journaliste et homme politique français



Bibliographie et webographie

Etudes et Rapports

- *Madagascar : Revue de la gouvernance et de l'efficacité du développement, Analyse d'économie politique de la gouvernance à Madagascar*, Rapport N°54277-MG, Banque Mondiale, Décembre 2010.
- « *Participation et perceptions politiques du citoyen* », Les résultats d'un sondage politique mené à Antananarivo-FRIEDRICH EBERT STFTUNG, LIBERTY 32 - Septembre 2013
- "Quel dirigeant pour Madagascar?" Les résultats du projet Box, Liberty 32, octobre 2012
- ¹ Oliver Jütersonke, Monsef Kartas, *Peace and Conflict Impact Assessment, Madagascar, The Graduate Institute, Centre on conflict, Development and peacebuilding*, Geneve, 2010
- *Résultats de l'enquête du KMF/CNOE sur l'état de la démocratie à Madagascar*,
- R.A. RAMANDIMBILAHATRA, *Etat et Ethnicité à Madagascar*, Friedrich Ebert Stiftung, 2010
- R.H.RABARINIRINARISON, J.A. RAVELOSON, *Les partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernements successifs*, Antananarivo, FES, 2011
- Harisoa RASAMOELINA, *Croyances et instrumentalisation à Madagascar*, Mars 2012, Antananarivo, FES, 2012
- K. RAFITOSON, 2012, *Madagascar à la croisée des chemins, Essai sur la géopolitique d'un pays tourmenté*, Antananarivo, FES, 2012

Ouvrages de référence

- S.Bellina, D. Darbon, S.S.Eriksen, O.J. Sending, *L'Etat en quête de légitimité : Sortir collectivement des situations de fragilité*, Editions Charles Léopold Mayer, Paris, 2010
- Benedict Anderson, *Imagined Communities, Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983
- Louis Moreau de Bellaing, *La légitimation, approche psychanalytique, sociologique et anthropologique*, L'Harmattan, 1997
- G. HERMET, B.BADIE, P. BIRNAUM, P. BRAUD, *Dictionnaire de la science politique et des institutions*, 3^{ème} édition, Paris, Armand Colin, 1998.
- Didier GALIBERT, *Mobilisation populaire et répression à Madagascar*, in Politique africaine n°113, mars 2009
- Pierre ROSAVALLON, *La légitimité démocratique : Impartialité, réflexivité, proximité*. Broché, 2008
- *La démocratie et les valeurs malgaches, Recueil de textes sur la recherche de consensus à Madagascar*, vol.1, Friedrich Ebert Stiftung, KMF-CNOE et R.J.D.P., mai 2009.
- Ingeborg FRIEDL, *Confiance ou mépris? L'établissement d'un pouvoir étatique légitime en République Démocratique du Congo*, thèse de Master, GRIN, 2010.
- Christian Reus-Smit, *The Moral Purpose of the State*, Princeton University Press, 1999
- J. BOULAD-AYOUB, *Légitimité, légalité et vie politique*, in *Souverainetés en crise*, pp.71-80, l'Harmattan, 2003



- J. DUCHASTEL, *Légitimité démocratique : représentation ou participation*, Ethique publique, pp 70-80 vol.7, n°1, 2005
- F. ROUBAUD, *Religion, identité sociale et transition démocratique à Tananarive : de fidèles en citoyens*, Autrepart (10), 1999, pp 135-149

Webographie

- *Wikipédia : Histoire de Madagascar* : Proto-Polynesian language: http://en.wikipedia.org/wiki/Proto-Polynesian_language

- *Madagascar, un Pays, une République, quelle Démocratie ?*

Madagascar : toute une histoire : madarepdem.net

- *"Toupictionnaire" : le dictionnaire de politique*

Définition de la démocratie

<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Democratie.htm>

- « *Izaho valiha, ianao lokanga...* »

Club des 48: La mafia des Grandes Familles malgaches

http://valiha.overblog.com/pages/CLUB_des_48_LA_MAFFIA_des_grandes_Familles_MALGACHES-1245686.html

Publications des sortants YLTP & RJT

Andrianarisoa, Bodo : Le mythe de l'ENA à la sauce malgache, In : L'ENA hors les murs, Avril 2012

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo & Raveloson Jean-Aimé : Les partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernements successifs", Friedrich-Ebert-Stiftung, août 2011

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Les dérogations en matière de marchés publics à Madagascar", In : LA REVUE DE MCI Madagascar Conseil International, n°56, 2011

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Regard sur l'attribution des marchés publics à Madagascar", In : LA REVUE DE MCI Madagascar Conseil International, n°55, 2011

Rafitoson, Ketakandriana : 2012, Madagascar à la croisée des chemins. Essai sur la géopolitique d'un pays tourmenté, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2012

Ralambomahay, Toavina : Des entorses aux principes démocratiques et aux droits de l'Homme dans la feuille de route, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°55, 2011

Ralambomahay, Toavina : Elisé Ranarivelo, le dessinateur et son œuvre, In : Africultures n°79 L'Harmattan, Paris, novembre 2009, p.148-150

Ralambomahay, Toavina : In : Magazine scientifique à orientation écologique pour enfants, WWF, Vintsy, Antananarivo, 4 numéros

Ralambomahay, Toavina : L'échec des réformes engagées à Madagascar entre 2003 et 2008 vu par la Banque mondiale, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°52, 4ème trimestre 2010

Ralambomahay, Toavina : La démocratie : l'enjeu du taux de participation, In : Bulletin de l'Académie nationale malgache, Tome LXXXIX/ 2, juillet -décembre 2010, 005



Ralambomahay, Toavina : Les Mauriciens et la politique à travers les élections législatives, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, Juillet 2010

Ralambomahay, Toavina : Madagascar : présidentielle. L'interminable impasse, In : AFRICA24 MAGAZINE N°3, juillet / septembre 2011

Ralambomahay, Toavina : Madagascar dans une crise interminable, L'Harmattan, Paris, 2011

Ralambomahay, Toavina : Parlement africain et parlement européen, In : L'ENA hors les murs, Avril 2012

Ralambomahay, Toavina : Réflexion sur l'état de l'économie après trois ans de crise, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°56, 2011

Ralambomahay, Toavina : Comparatif Madagascar-Maurice, Contribution au développement de Madagascar, L'harmattan, 2013

Rasamoelina, Harisoa : Croyances et instrumentalisation à Madagascar, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2012

Publications des sortants

YLTP & RJT

In: Le devoir de rendre compte, Agenda Madagasikara 2011, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2011

Andriamarofara, Radolalaina ; Raveloson, Jean-Aimé : Redevable devant Dieu, sans l'être devant les électeurs

Andriamasy, Estelle : A quand une croissance à deux chiffres ?

Andriambolotiana, Sandratririna : La redevabilité d'un manifestant

Andriambolotiana, Sandratririna : Les *raiamandreny* sont redevables devant qui ?

Andriananjamanantsoa, Tahiana : Prise de conscience, amnistie, impunité

Andrianirina, Mamy Auguste : Ny tetibola ifarimbonana

Chan Mane, Stella Randrianina : La redevabilité, des défis

Chan Mane, Stella Randrianina : Qu'est-ce que la redevabilité

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Financement des partis politiques : en suspens depuis 2002

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Les citoyens attendent. Où sont-ils les partis politiques ?

Rafitson, Ketakandriana : Réussir la démocratisation; Faire de la politique autrement

Rakotoarivelo, Antonia : Le Conseil d'Etat : un rouage essentiel dans l'instauration d'un Etat de droit à Madagascar

Rakotoarivelo, Antonia : Loi d'amnistie, légalisation de l'impunité

Rakotomanana, Andrianaivo Régis : Complaisance dans le médiocre : triste éducation

Rakotomanana, Andrianaivo Régis : Pour une véritable relance économique

Rakotonimaro, Tsirisoa Nantenaina : Le bénévolat : les conditions d'un engagement réussi

Ralalarivony, Christophe : Système éducatif défaillant

Ralambomahay, Toavina : La peur de la hiérarchie

Ralambomahay, Toavina : Confiance, redevabilité, pouvoir

Ralambomahay, Toavina : S'engager, ne pas être neutre

Randriamahaleo, Heriniaina : Contribuables attentifs aux finances publiques

Randriamampianina, Mialisoa : Cher YLTP, Youth Leadership Training Program

Randriamanantena, Lanto Ratsida : S'exprimer, demander des comptes. Pas seulement en temps de crise

Randrianarivony, Tsiory Andriamparaniarivo : Tout commence par un rêve. Mais que ça commence

Rasamoelina, Harisoa : Services publics. Quand ils nous font attendre

Ratsara, Domoina & Razafimandimby, Noro : Mon président, mon modèle

Ratsimbazafy, Njiva Harivelo : Pouvoir des medias: Atout ou danger pour la démocratie?

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Casquettes et indemnités

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : La fragilité du système médiatique

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Solidarité syndicale

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Transparence et relation publique

Sandaniaina, Hasimahery : Redevabilité, stabilité politique

Tianamalala Raymond, Isabella : Redevabilité: Vision d'un élu



**Publications des sortants
Y L T P & R J T
In: Vision Madagasikara 2020,
Agenda Madagasikara 2012,
Friedrich-Ebert-Stiftung,
Antananarivo, 2012**

Andriambolotiana, Sandratririna : Madagascar
"Maitso"

Andriananjamanantsoa, Tahiana : L'armée à
Madagascar en 2020 : Réformes contre démantèlement

Andrianirina, Mamy Auguste : Décentralisation :
autonomie des collectivités décentralisées plus avancée et
sans précédent

Andrianjafindrasetra, Fandio : De la bonne
gouvernance des finances publiques

Andry Rakotonanahary : Pourquoi une vision ?

Chan Mane, Stella Randrianina : Pour la diversité sans
discrimination

Gangstabab Rakotoarisoa, Alban : Rêve d'avenir

Gangstabab Rakotoarisoa, Alban : Teny zato, kabary
arivo

Lefontsoa, Rangers : Travail social, reconnaissance et
valorisation

Lefontsoa, Rangers : Travailleur social, agent
facilitateur de changement

Rafitoson, Ketakandriana : No vision. No future

Rafitoson, Ketakandriana : *Toriteny* pour le civisme

Rajerison, Olivia : Femmes en politique : prise de
conscience et défis

Rakotoarison, Hery Nirina : Lutte contre la corruption :
gros ou petit poisson ?

Rakotomanana, Andrianaivo Régis : Le mythe de la
croissance et des ressources naturelles à Madagascar

Ralambomahay, Toavina : Comment protéger la
constitution ?

Ralambomahay, Toavina : La trajectoire de l'île
Maurice d'après une vision étrangère

Ralambomahay, Toavina : Pour un Madagascar
humaniste

Ranaivo, Aintso : Droits humains à Madagascar en 2020

Ranaivo, Aintso : Promotion de l'éducation : mes
contributions, mes défis

Ranarifidy, Dina : L'identité du malgache

Ranarifidy, Dina : Mon identité, mes identités

Randriamanantena, Lanto Ratsida : *Fihavanana* :
fiction ou réalité ?

Randrianarivony, Tsiory Andriamparianarivo : Mon
parti en 2020

Randrianarivony, Tsiory Andriamparianarivo : Etre
un citoyen modèle

Rasamoelina, Harisoa : *Fihavanana* : cessons de nous
mentir !

Rasoarinjafy, Mija Angela : Madagascar dans le concert
des nations

Ratsimbazafy, Njiva Harivelo : Que voulons-nous
designer avec l'éthique, et plus particulièrement dans la
politique ?

Ratsimbazafy, Njiva Harivelo : Un président oui. Un roi
non

Ravalomanda, Andry Tiana : Croissance économique :
mes contributions

Ravonimanantsoa, Ndaohialy Manda-Vy : Université
du millénaire

Razafindraibe, Harinony Lucien : La grande île
maîtrise ses 5000km de côtes

Razafindrakoto, Miadana Volatiana : Aversion pour la
politique : Prise de conscience et défis

Razafindrakoto, Miadana Volatiana : Délit d'initié et
conflit d'intérêts : acquis et défis à Madagascar en 2020

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Du rêve à la
réalité. Ma vision du présent

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Faire
confiance aux jeunes

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Futures
Elites?

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : L'après
société de l'information, chez « nous »

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Presse libre

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Une vision?

Razafindravao, Tatiana Eddie : Construire, vivre et
assumer ses identités malgaches à Madagascar en 2020

Razafy, Abraham : *Felaka?* Non, merci

Robson, Benjamina : Vivre-ensemble à Madagascar en
2020

Tianamalala Raymond, Isabella : Miasa sa manompo
mpampiasa?



Publications des sortants YLTP & RJT In: Elections et refondation, Agenda Madagasikara 2013, Friedrich-Ebert- Stiftung, Antananarivo, 2013

Andriambolatiana, Irina: Chrétiens et irrégularités électorales

Andriambolatiana, Irina: Refonder les partis politiques

Andrianirina Mamy Auguste: Pourquoi und CENI à Madagascar?

Bernako, Minerva: Pour une justice saine et indépendante

Capitaine Rabearisoa, Mampionona: Forces Armées, professionnelles, moteur de développement

Malalaharisoa, Haingo Patricia: Une présidente oui, une reine non

Mbohoahy, Tsibara (Dr.): Société civile et élections

Rabenandrasana, Zolalaina: Manoratra tantara i Madagasikara

Rafitson, Ketakandriana: Fifidianana: miambina ny WYLD

Rafitson, ketakandriana: Impunité et amnistie: le ver est déjà dans le fruit

Rafitson, Ketakandriana: Les dix commandements

Raharisoamalala, Patricia: Olompirenena, Fifidianana

Rahelimanantsoa, Lucette R.: Aurions-nous toujours besoin d'une Cour Electorale Spéciale pour réaliser des élections démocratiques

Rahelimanantsoa, Lucette R.: Election et plus jamais de crise

Rahelimanantsoa, Lucette R.: Refondation de la république à travers la multilatéralisation des relations externes

Rajerison, Olivia: Premières élections démocratiques, Nous allons réussir

Rakotoarimanana, Masoandro A.; Rakotozafiniaina, Stéphane C. Relève dans les partis politiques

Rakotoarimanana Masoandro A.; Rakotozafiniaina Stéphane C.; Rakotondrajaona Jean Xavier; Solofomanana, Jimmy; Fidinarivo, Thémis François; Rabenandrasana, Zolalaina: Code de conduite du Président de la République

Rakotoarimanana Masoandro A.; Rakotozafiniaina Stéphane C.; Rakotondrajaona Jean Xavier;

Solofomanana, Jimmy; Fidinarivo, Thémis François; Rabenandrasana, Zolalaina: Code des partis politiques

Rakotoarimanana, Masoandro A.: Président de la République: Politique et/ou entrepreneur?

Rakotoarison, Mirana Sandrine: Lern for ourselves

Rakotomanana, Andrianaivo Régis: Refondation économique

Rakotondraibe, Rova Mickaëla: Pourquoi passer par des élections

Rakotondrajaona, Xavier: Les défis du nouveau Président

Rakotonjanahary, Niaina: Refonder les institutions ne suffit pas

Rakotozafiniaina, Stéphane Carly: Pourquoi voter?

Rakotozafiniaina, Stéphane Carly: Se faire une place. Témoignages

Ralambomahay, Toavina: 2011, Préférez la justice à la realpolitik

Ralambomahay, Toavina: La démocratie, l'enjeu du taux de participation à Madagascar

Ralambomahay, Toavina: Les fondements politiques des accords économiques

Ramamenosoa, Njato: Tsy ampy ny maha-tanora

Ramananjahary, Reine A.: Refonder la société civile

Ramonjisoa, Christiane: Nouveau président, nouvelle culture

Randrianariso, Amédée: Candidat indépendant: non, merci

Randrianariso, Amédée: Electricité comme de propagande

Raolona, Heritahiana: Coaching inter-génération à Madagascar, les jeunes en ont-ils besoin?

Ratovoson, Mamy Ny Aina: My ideal president

Ravalomanda, Andry: Refonte de la République, démocratie, primauté du droit

Ravonimanantsoa Ndaohialy Manda: Pour une normalisation démocratique

Razafindranaivo, Hervé: De la propagande aux débats

Tokiniana, Elibin: Si tu veux gagner les élections, change le monde de scrutin!

Velotrasina, Ludonie: L'urgence d'une médiation socioculturelle pour la refondation nationale

Velotrasina, Ludonie: La culture

Velotrasina, Ludonie: refondation, je suis citoyenne



A propos de l'auteur

Mme Olivia Rajerison est juriste, avocate, sortant du YLTP (Youth Leadership Training Program), promotion 2005.

Coordination: Ketakandriana Rafitoson

Impressum

Friedrich-Ebert-Stiftung
Madagascar
Immeuble Anjarasoa
Route circulaire, Ankorahotra
B.P. 3185
Antananarivo 101
Madagascar

Responsable:

J.-A. Raveloson

Représentant-National de la Friedrich-Ebert-Stiftung

fon: (261 20) 22 344 24

fax: (261 20) 22 257 31

e-mail: info@fes-madagascar.org

<http://www.fes-madagascar.org>